

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Direction des Archives et de la Documentation

AO2

Georges BIDAULT

(1899-1983)

Ministre des Affaires étrangères

Entretien n° 3 du 7 juin 1982

Par

**Maurice Vaisse et Cécile Pozzo Di Borgo
en présence de Mme Suzanne Bidault**

Durée : 1h16

M. Vaïsse : Tout d'abord est-ce que nous pourrions parler du problème marocain car il faisait partie de votre ministère, les Affaires étrangères. Quand vous y êtes nommé à nouveau sous le gouvernement de René Mayer ⁽¹⁾, comment se présentait le problème marocain dont vous avez dû vous occuper de façon très active ?

G. Bidault : Il se présentait de la sorte : les mouvements nationalistes se développaient d'autant plus fortement que nous avions été en fait les artisans du nouvel État marocain. Il y avait donc à base d'Islam un État marocain et un parti nationaliste marocain : l'Istiqlal, comme vous le savez. En France, il ne manquait pas un peu partout de partisans de l'Istiqlal car un grand nombre de Français prennent parti contre la politique de leur pays et sont très volontiers défenseurs de l'indépendance des pays colonisés. La gauche ⁽²⁾.

S. Bidault : C'était surtout à gauche, la droite n'était pas pour l'Istiqlal.

G. Bidault : Oui, surtout à gauche.

S. Bidault : Et dans la Presse.

G. Bidault : Dans la Presse, oui, des données étaient constantes. En conséquence, nous avons eu des événements fâcheux, des violences et une oppression qu'il a bien fallu... ⁽³⁾.

S. Bidault : Il a bien fallu mater les émeutes au pouvoir.

G. Bidault : Puis il a bien fallu utiliser les troupes. Labonne ⁽⁴⁾ qui a été le Résident général, pensait qu'on pouvait s'en tirer par l'économie en faisant des trous, comme il disait : « Je suis trouiste ».

S. Bidault : Des trous pour le pétrole ?

G. Bidault : « Je suis trouiste ». Pour le pétrole ou pour tous les minéraux dont les phosphates. Et alors c'était au fond ⁽⁵⁾ raisonnable mais c'est un fait que dans aucun cas donné les mouvements nationalistes s'en soient contentés d'avantages matériels.

S. Bidault : Mais Labonne, c'était avant 1953-1954 que les taux augmentent en 1953-1954 ?

G. Bidault : Oui.

1 - René Mayer (1895-1972) fut plusieurs fois ministre sous l'IVe République et président du Conseil des ministres de janvier à juin 1953.

2 - Le diplomate Eirik Labonne (1888-1971) fut Résident général de France au Maroc de mars 1946 à mai 1947.

3 - Fin de phrase inachevée, silence.

4 - Le diplomate Eirik Labonne (1888-1971) fut Résident général de France au Maroc de mars 1946 à mai 1947.

5 - Le diplomate Eirik Labonne (1888-1971) fut Résident général de France au Maroc de mars 1946 à mai 1947.

M. Vaïsse : Et le Sultan ? ⁽⁶⁾

G. Bidault : Le Sultan tant qu'il y a eu Lyautey ⁽⁷⁾ et tant qu'il y a eu une situation saine dans l'opinion publique française, le Sultan a été relativement commode. Mais très vite, il a compris que ses intérêts d'avoir des partisans et de France même pour l'encourager beaucoup. C'est ainsi que le problème est venu, lorsque le Sultan est devenu le chef du parti de l'indépendance. S'il y avait eu un moyen de faire évoluer les choses mais il n'y en a pas eu et pour mon compte je m'y suis toujours refusé. Tout d'abord parce que je ne voyais pas de possibilités d'une évolution et pour cette autre raison que nos amis fidèles dans l'ensemble du Maroc n'étaient pas favorables. Nous avons donc pour l'indépendance, nos adversaires et contre l'indépendance, la tradition et nos vieux amis.

M. Vaïsse : Le Glaoui ⁽⁸⁾.

G. Bidault : Le Glaoui, oui, et les grands féodaux du Sud.

S. Bidault : Oui mais je ne me rappelle plus quand cela a tourné au drame au départ du Sultan, à quel moment et pourquoi ? Je ne m'en souviens plus.

G. Bidault : J'avoue que moi non plus.

M. Vaïsse : Dans les souvenirs publiés soit par René Laniel, soit par vous-même, il est question d'une tension perpétuelle entre le Sultan et le Glaoui qui risquait de dégénérer en une guerre civile au Maroc et que vous auriez pris la décision à ce moment-là de déposer le Sultan ?

S. Bidault : Oui, cela est sûr aussi.

M. Vaïsse : Est-ce qu'il fallait vraiment déposer le Sultan, parce que c'était une décision difficile, grave et dans vos mémoires, vous en revendiquez justement la responsabilité ?

S. Bidault : Ah, c'est sûr !

G. Bidault : Y avait-t-il encore moyen d'assurer la présence française sans employer ce moyen-là ? Tant que le Sultan avait été favorable à un régime qui lui garantissait sa tranquillité et l'ordre dans son État, cela pouvait aller, mais comme vous savez, cela ne s'est pas passé ainsi.

S. Bidault : Mais je ne me rappelle pas très bien comment ça s'est passé, je n'étais pas là à ce moment-là. Mais quelle est la chose qui l'a déclenché tout d'un coup assez brutalement ? Un beau jour on a décidé qu'on débarquait puis on a débarqué.

6 - Le Sultan Sidi Mohammed fut déposé par les autorités françaises en 1953 et contraint à un exil évoqué dans cet entretien. Suite à l'indépendance, il devient roi du Maroc (1957-1961) sous le nom de Mohammed V.

7 - L'officier Hubert Lyautey fut le premier Résident général du protectorat français au Maroc de 1912 à 1916.

8 - Il s'agit de Thami El Glaoui (1879-1956), pacha marocain de la tribu des Glaoua.

G. Bidault : Oui, à ce moment-là, il fallait tout de même faire quelque chose, on ne pouvait pas se contenter de dire : « On va vous débarquer. »

S. Bidault : Oui, tout à fait d'accord mais il était un insupportable sultan depuis un certain temps, puis tout d'un coup on a décidé de le mettre à la porte. Est-ce qu'il y a eu un fait déterminant qui a dit : « La coupe est pleine ! » ? Je ne m'en rappelle pas ?

M. Vaïsse : Le prétexte, enfin la cause qui est donnée dans les ouvrages, c'est que la vie du Sultan elle-même était en danger dans la mesure où les partisans du Glaoui (⁹).

S. Bidault : Oui, je m'en souviens, cela aurait entraîné une révolte du Sud.

C. Pozzo Di Borgo : Le Sultan nous aurait remerciés d'avoir préservé sa vie après le retour d'exil de Madagascar, je crois.

S. Bidault : Oui, c'est cela. Le Sultan ne voulait pas prendre l'avion. Il a fallu l'embarquer à peu près de force parce qu'il avait peur de monter en avion.

M. Vaïsse : Il avait peur aussi que les soldats qui l'accueillirent sur l'aérodrome de Corse soient là pour le fusiller.

S. Bidault : Cela, je ne le savais pas. Pourquoi, il est allé en Corse ?

G. Bidault : Il a d'abord été faire un séjour en Corse.

C. Pozzo Di Borgo : Il ne s'y plaisait pas, je crois que l'installation n'était pas suffisante pour lui et sa famille.

S. Bidault : Et je crois que le Protectorat ne l'avait pas bien installé à Rabat, c'était vraiment très bien et il n'avait surtout rien d'analogue en Corse.

M. Vaïsse : Mais, au fond, le Sultan représentait tout de même l'idée de l'indépendance du Maroc et vous l'avez dit tout à l'heure à propos de l'Istiqlal. Mais en déposant le Sultan, est-ce que vous n'avez pas craint que cela exacerbe encore plus le sentiment des Marocains, la volonté d'indépendance des Marocains ?

G. Bidault : Dans une matière, on est obligé de tenir compte des avis qui vous sont donnés par son représentant, par l'avis général (¹⁰), par les responsables français de la colonisation. Leur avis était qu'on avait déjà fait des choses analogues avant 1914.

S. Bidault : En Afrique, on avait déposé (des dignitaires) seulement la situation n'était peut-être

9 - Phrase interrompue.

10 - Il s'agit de Thami El Glaoui (1879-1956), pacha marocain de la tribu des Glaoua.

pas la même. On pensait qu'avec un sultan de remplacement, on changerait les choses, cela n'a pas marché.

M. Vaïsse : Dans cette affaire-là, quelles ont été les attitudes prises lors des conseils des ministres qui ont décidé de la déposition du Sultan. En particulier, il y avait le Président de la République Vincent Auriol et puis il y avait aussi François Mitterrand.

S. Bidault : François Mitterrand a donné sa démission.

M. Vaïsse : Est-ce que vous vous en souvenez et quelles étaient leurs attitudes ?

G. Bidault : Oh, Mitterrand se conduisait comme maintenant. Il était contre l'avis du gouvernement et contre toutes mesures énergiques. Il y avait aussi Edgard Faure.

S. Bidault : Là c'était pour d'autres raisons.

M. Vaïsse : Alors que pensait Edgard Faure ?

S. Bidault : Edgard Faure, il était acheté.

G. Bidault : Il a toujours été pour les combinaisons plus ou moins habiles, il s'opposera toujours au Sultan.

S. Bidault : Non, on ne peut pas compter Edgard Faure, il était acheté par le Sultan. C'est aussi simple que cela, tandis que ce n'est pas le cas de Mitterrand.

M. Vaïsse : Et le président de la République, Vincent Auriol ?

G. Bidault : Vincent Auriol était socialiste et contre les mesures de force à l'égard d'un gouvernement, c'était notre protégé. Ceux qui ont été favorables au Sultan disaient : « Vous voyez bien que nous avons raison », il n'y a pas moyen de se passer du Sultan tel qu'il est. J'avoue que ma pensée était que tout cela était bien ennuyeux, compliqué et incertain mais qu'en fin de compte, la situation dans un protectorat, l'avis fondamental doit être celui de la puissance protectrice et pas celui du protégé.

M. Vaïsse : La solution qui a été adoptée est-elle celle que vous avez préconisée ou est-elle celle que vous avez préconisée avec le président du Conseil (René) Laniel ? Au fond, quelles étaient vos relations sur ce plan avec lui ?

G. Bidault : Je crois que je ne peux pas dire que Laniel avait des responsabilités, il s'est conduit loyalement, très habilement sans doute. On ne lui en demandait pas de responsabilité mais je n'ai pas eu à me plaindre de lui, tandis que le Sultan a pu se plaindre.

S. Bidault : Mais dans le gouvernement de crise, il était d'accord avec vous ?

G. Bidault : Qui n'était pas contre ? Tous ceux qui n'ont pas fait un drame mais j'avoue que cela n'a pas duré longtemps.

M. Vaïsse : Nous allons passer maintenant aux points plus importants : le problème allemand et le problème sarrois. Pouvez- vous nous parler un peu de la Conférence de Berlin qui s'est tenue en janvier 1954 ?

G. Bidault : Sans entrer dans le détail car ma mémoire n'est pas impitoyable en cette matière comme la plupart des autres. Si j'avais les archives du dossier, cela pourrait aider ma mémoire.

M. Vaïsse : Vous y rencontrez en particulier Foster Dulles ?

S. Bidault : Il y avait Foster Dulles ⁽¹¹⁾, Eden ⁽¹²⁾, Molotov.

M. Vaïsse : Je crois que dans vos souvenirs vous dites des mots assez aimables pour Molotov par rapport à Vichinsky ⁽¹³⁾ ?

S. Bidault : Ah, il n'y a pas de comparaison. Vichinsky, c'est un monument d'individu à forte personnalité mais relativement honnête.

M. Vaïsse : Ce n'est pas le cas de l'autre ?

G. Bidault : Pas trop agréable mais pas un menteur.

M. Vaïsse : Étiez-vous optimiste pour cette Conférence de Berlin concernant le problème allemand ?

G. Bidault : En vérité, l'affaire de la Sarre m'a toujours parue, n'est-ce pas, extraordinairement compliquée. C'était possible dans une Europe à prédominance française où la France jouait un rôle et où elle disposait d'une autorité suffisante. Ce n'était plus le cas à ce moment-là. De Gaulle trouvait tout à fait normal en attendant de dire : « Est-ce que dans la Beder Ausland ⁽¹⁴⁾ quand il a fait sa tournée d'Allemagne, ils trouvaient normal qu'il dise : « La Sarre est française ». Je veux dire qu'avec l'ambassadeur de France (je ne me souviens plus de son nom), le fondé de pouvoirs en Sarre, Grandval ⁽¹⁵⁾, je suis allé une ou deux fois en Sarre.

S. Bidault : Avec vous, j'y suis allé une fois.

11 - John Forster Dulles fut secrétaire d'État des États-Unis sous la présidence d'Eisenhower de 1953 à 1959.

12 - Anthony Eden était ministre britannique des Affaires étrangères à trois reprises entre 1935 et 1955.

13 - Andreï Vychinski fut notamment ministre soviétique des Affaires étrangères de 1949 à 1953.

14 - Terme en allemand à vérifier.

15 - Résistant, diplomate, Gilbert Granval (1904-1981) fut Haut-commissaire de la France en Sarre de 1945 à 1955.

G. Bidault : Il fallait être énergique et je n'ai pas eu à me plaindre de Granval, j'aurais dû m'en inquiéter.

M. Vaïsse : Il est question dans certains ouvrages d'un accord qui aurait pu être conclu pour résoudre le problème sarrois et qui aurait donné à la Sarre un statut européen et sur le plan économique, un rattachement à la France qui aurait été négocié par Teitgen ⁽¹⁶⁾. Est-ce que vous pourriez nous donner quelques précisions sur ce point et dire ce que vous pensez de cet accord qui aurait été fait et qui n'aurait pas abouti ?

S. Bidault : À quel titre Teitgen s'occupait-il de cela ?

M. Vaïsse : Voilà, c'est aussi un problème, c'est peut-être même le problème essentiel.

S. Bidault : Pourquoi ? Était-il à la Justice à ce moment-là ?

M. Vaïsse : Exactement.

S. Bidault : Il a été par ailleurs question d'accord sur le plan.

G. Bidault : C'était un homme brillant.

S. Bidault : Oui, mais pourquoi s'occupait-il de cela ? Il y avait peut-être des questions d'ordre judiciaire dans les accords avec la Sarre ?

M. Vaïsse : Oui, il est question d'accords entre lui-même et le chancelier Adenauer qui aurait accepté ce système et qui n'aurait pas abouti justement à ce moment-là, ce que regrettait un certain nombre d'hommes d'État européens, en particulier, Paul-Henri Spaak ⁽¹⁷⁾, qui auraient été au courant de cette solution.

S. Bidault : Ça vous dit quelque chose ?

G. Bidault : Non, mais après coup il me semble que cette solution préconisée par Teitgen était impraticable.

S. Bidault : Je ne vois pas bien comment elle pouvait être rattachée à la France sans résultat ?

M. Vaïsse : Rattachée sur le plan économique et, en particulier, les mines mais n'ayant pas un statut de département français, par exemple, mais un statut européen dans le cadre de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA).

S. Bidault : C'est tout de même assez tarabiscoté !

16 - Pierre-Henri Teitgen (1908-1997) fut Garde des sceaux en 1945-1946.

17 - Homme d'État belge.

M. Vaïsse : Oui, mais cela permettait que la Sarre ne soit pas rattachée politiquement et économiquement ni à la France, ni à l'Allemagne. Ce qui donnait un avantage à la France puisque l'année suivante, en 1955, par référendum, la Sarre était définitivement et complètement rattachée à l'Allemagne.

S. Bidault : Au fond, vous y avez cru vous ? Moi, je n'n'ai jamais cru au rattachement de la Sarre à la France.

G. Bidault : Moi, pas tellement mais... ⁽¹⁸⁾

S. Bidault : Il fallait bien essayer quelque chose mais quand nous sommes allés à Berlin, j'avais l'impression comme vous disiez : « Je ne remets plus les pieds dans l'eau » dans cette conférence. À vrai dire, je n'étais pas dans le secret des dieux.

M. Vaïsse : Mais la Conférence de Berlin ne traitait pas que de la Sarre, elle traitait du problème allemand dans son ensemble et même je crois savoir que les problèmes indochinois dont nous parlerons tout à l'heure commençaient à venir.

S. Bidault : On commençait à en parler là c'est pourquoi on a fixé Genève.

M. Vaïsse : Dans ce genre de négociations, de conférence, est-ce qu'il y a des possibilités de disons de marchandages, de ce que les Anglo-Saxons avaient appelés sous le nom de « package bills », c'est-à-dire est-ce qu'on peut échanger une concession dans une partie du monde contre une concession dans une autre partie ? Est-ce que les choses sont évoquées de façon globale ou est-ce qu'on évoque toujours des petites questions cas par cas ?

G. Bidault : Oui mais de quelque manière qu'on les ouvre, finalement les gens constatent le tout à la fois. En conséquence, s'ils ne veulent pas de concessions sur un point, on ne peut pas leur arracher malgré eux à la faveur d'une négociation cas par cas.

S. Bidault : En fait, elle n'a abouti à rien cette conférence ?

G. Bidault : Oui.

S. Bidault : Sauf aux discussions de Genève.

M. Vaïsse : Je parlais de ce marchandage parce qu'il en est question dans certains ouvrages. On dit qu'il y aurait pu y avoir une négociation avec les Russes car elle consistait à demander aux Russes de faire pression sur leurs alliés en Asie du Sud-Est pour que la guerre en Indochine aille vers une solution favorable pour la France et que la France aurait lâché le projet de la CED ⁽¹⁹⁾, ce qui ne plaisait pas aux Russes. Est-ce que vous vous rappelez qu'il y ait eu de semblables négociations ?

18 - Phrase inaudible.

19 - La Communauté européenne de défense (CED) était un projet de création d'une armée européenne.

G. Bidault : Non.

S. Bidault : Évoquer la CED avec les Russes sur la question asiatique, cela je ne crois pas.

M. Vaïsse : Non, est-ce que vous avez eu des conversations avec Molotov concernant la CED à cette Conférence de Berlin ?

S. Bidault : Elle, la CED n'était pas encore torpillée ?

M. Vaïsse : Non.

S. Bidault : Elle a été d'ailleurs torpillée en France !

M. Vaïsse : Et Foster Dulles, comment vous apparaissait-il à ce moment-là ? Il y a quelques morceaux savoureux dans votre ouvrage.

S. Bidault : Un grand hypocrite, j'ai mis très longtemps avant de m'en apercevoir. Mais je m'en suis aperçue !

G. Bidault : Le grand SOB de la terre.

S. Bidault : Qu'est-ce que ça veut dire SOB ?

G. Bidault : « Son of the bitch ».

S. Bidault : Oh pardon !

G. Bidault : ⁽²⁰⁾ Les anniversaires de Dulles ⁽²¹⁾. Ce n'est pas de moi.

S. Bidault : Vous avez fini par croire que c'était arrivé et parce qu'il avait passé deux jours dans chaque capitale arabe, il avait résolu le problème de l'Islam. Au fond, c'était un primaire.

C. Pozzo Di Borgo : Sans nuance ?

S. Bidault : Sans nuance aucune.

M. Vaïsse : Mais vous dites, par exemple, qu'il vous parle de façon assez désagréable d'Anthony Eden ?

G. Bidault : Oui.

20 - Début de la phrase inaudible.

21 - Fin de phrase inaudible.

M. Vaïsse : Est-ce que vos relations ont été meilleures avec Foster Dulles ou avec Eden ?

S. Bidault : Anthony Eden était certainement un homme beaucoup plus agréable mais nous avons beaucoup plus vu Foster Dulles. Nous avons eu beaucoup plus d'occasions de nous rencontrer qu'avec Eden qui était certainement plus sympathique. Mais je ne sais pas si Forster n'aimait pas Eden.

M. Vaïsse : Il faisait tout ce qu'il pouvait pour faire comprendre que la négociation importante c'était avec lui, Foster Dulles, qu'elle se passait sans Anthony Eden ⁽²²⁾.

S. Bidault : Il croyait qu'il était un grand homme. Il n'était pas comme cela en 1944, quand je l'ai vu pour la première fois et peu à peu, il s'est gonflé. Eden était certainement plus modeste, plus compétent.

M. Vaïsse : Je vous propose maintenant d'aborder l'un des deux gros morceaux concernant la question indochinoise. C'est une affaire à la fois compliquée et qui a des implications en politique intérieure française et en politique extérieure. Vous aviez déjà eu à vous en préoccuper tout de suite après ou bien à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Quand vous vous en occupez de nouveau en 1953-1954, où en sont les choses ?

G. Bidault : En fait, cela a beaucoup piétiné et j'ai eu un adversaire, c'est-à-dire les Soviétiques. La situation a été défavorable comme toujours, et en dépit de ses prétentions, on ne pouvait pas compter sur Dulles. Par conséquent nous n'avons eu pour nous ni l'Angleterre, ni l'Amérique, ni même les Français ensuite. Il y avait une vraie cabale.

M. Vaïsse : Avez-vous pensé à un moment que la guerre d'Indochine pouvait être gagnée ?

S. Bidault : On l'a certainement pensé, tout au moins au début. Quand les choses ont mal marché, on a demandé l'aviation américaine. M. Forster Dulles se contentait d'offrir deux bombes atomiques, c'eût été évidemment une idée de très mauvais goût.

M. Vaïsse : Par exemple, quand le général (Jean) de Lattre de Tassigny a été nommé en Indochine, qu'en avez-vous pensé ? ⁽²³⁾

S. Bidault : La situation était déjà très complexe ⁽²⁴⁾. Il s'est passé une chose, on a envoyé dans un « pays à guérilla », une armée semblable à celle de Pétain dans le Rif, ils ne savaient pas se battre dans ce genre de pays. Les troupes françaises envoyées en Indochine n'étaient pas des troupes coloniales et les tirailleurs, enfin la grosse majorité, étaient des volontaires français qui n'avaient pas la moindre notion de la bataille dans les rizières, dans la jungle... On s'en est aperçu peu à peu. On aurait pu écraser cela dès le début mais après...

22 - Phrase interrompue.

23 - Phrase interrompue.

24 - Phrase inachevée.

M. Vaïsse : Alors vous dites : « L'attitude britannique consistait à refuser de soutenir les Français et d'intervenir de toute façon » ?

G. Bidault : Oui.

S. Bidault : Mais l'attitude américaine s'y refusait aussi d'ailleurs.

G. Bidault : Chacun avait sa manière.

S. Bidault : À l'origine en 1945-1947, les Américains ont mis la main sur l'Indochine et ont voulu, au fond, l'administrer. On s'en est débarrassé comme on a pu, le général de Gaulle s'en est débarrassé comme il a pu mais il y avait déjà la grande pensée de Roosevelt que La France n'a pas besoin de colonies, l'Angleterre non plus d'ailleurs. Il y a eu un anticolonialisme américain en Indochine tout à fait au début puis après les Américains sont partis alors qu'on est resté face à une administration menée par l'amiral d'Argenlieu ⁽²⁵⁾ qui n'était pas une chose très heureuse, même pas heureuse du tout.

M. Vaïsse : Est-ce que vous pouvez nous raconter cet extraordinaire épisode où vous demandez aux Américains, avec insistance, l'intervention de leur aviation pour sauver Diên Biên Phu en particulier, Dulles vous répond : « Et si nous vous donnions deux bombes atomiques ! »

S. Bidault : « Et si nous vous donnions deux bombes atomiques », c'est bien ce que je dis, c'est tout ce qu'il nous a offert. Or il savait très bien qu'on ne pouvait pas les accepter, que ce n'était pas possible. Là, il a agi en hypocrite. Il savait très bien ce qu'on lui demandait. Il y avait là leur flotte américaine et les avions de l'amiral américain dont j'ai oublié le nom maintenant qui auraient pu agir sur Diên Biên Phu. Il n'a pas voulu les donner. Vous voyez la tête que nous aurions eue si on avait déversé deux bombes atomiques sur l'Indochine ? C'était fou et il le savait bien, c'est pour cela qu'il les offrait.

M. Vaïsse : Vous estimez que c'était une ruse ?

S. Bidault : Il n'a jamais pensé qu'on accepterait.

M. Vaïsse : C'était pour pouvoir dire : « Nous avons fait quelque chose ».

S. Bidault : C'est pour cela que je vous dis que c'était un hypocrite.

M. Vaïsse : Alors qu'elle a été votre réaction ? C'est une proposition très dramatique, d'abord dans un moment spécialement tendu. Pouvez-vous rappeler ce que vous avez pensé à ce moment-là ?

25 - Amiral Thierry d'Argenlieu (1889 - 1964) fut haut-commissaire de France et commandant en chef en Indochine de 1945 à 1947.

S. Bidault : Vous avez certainement dû lui dire tout de suite non.

G. Bidault : Premièrement, cela n'aurait servi à rien et deuxièmement, cela nous aurait valu une grave impopularité mondiale et même française.

S. Bidault : Mais il nous a jeté cette phrase par la fenêtre et vous lui avez répondu non. Ça correspondait à cela, au fond. Voilà la signification, il n'y a pas eu du tout de réflexion, de concertation avec les collaborateurs. Non, immédiatement il aurait fallu appeler un consultatif, c'est ce qu'il attendait d'ailleurs.

M. Vaïsse : Cette affaire de Diên Biên Phu, comment l'avez-vous ressentie, étant ministre des Affaires étrangères. Si je peux en parler un peu moi-même, je me souviens encore de l'annonce de la chute de Diên Biên Phu, vraiment cela a été quelque chose de très affreux mais pour un responsable au plus haut niveau comme vous l'étiez à ce moment-là, qu'est-ce que cela a été ?

S. Bidault : C'était la catastrophe. Nous étions à Genève.

G. Bidault : Un revers désormais irréparable. Un revers ne peut être...⁽²⁶⁾

S. Bidault : On avait fait des stupidités d'ailleurs en mettant un camp retranché à Diên Biên Phu ; N'importe quel militaire, colonial du reste, connaît bien la chose. Se mettre là dans un trou ! On n'a pas idée de défendre un trou, lorsque les forteresses doivent toujours se positionner sur des montagnes, là on les avait mises dans un trou. Cela était très mal goupillé, pour finir de Lattre s'est très mal débrouillé. Sur le plan militaire les erreurs ont été innombrables mais c'est tout de même l'armée qui a perdu l'Indochine, Là il n'y a pas de question, l'armée et les intrigues bien sûr mais l'armée qui n'a pas fait son boulot. Il y a deux petits faits, je m'excuse.

M. Vaïsse : Je vous en prie.

S. Bidault : Il y a deux petits faits rapportés par mon frère qui a fait la campagne d'Indochine. Lorsqu'il y a les marées, elles s'en vont dans les fleuves, très loin à 200 km, jamais la marine française ne s'est avisée qu'il y avait des moments où ses vedettes patrouillantes ne pouvaient plus passer sous les ponts à cause de la marée et d'autre part, quand nous avons quitté l'Indochine, il y avait encore dans leurs caisses d'innombrables hélicoptères. Il y a eu une autre chose, en même temps, il aurait fallu tout de même donner un peu de battant, un peu d'autonomie aux populations. On a fait le contraire, d'une part, on a mis à la porte tous les cadres qui s'étaient soi-disant compromis à Vichy d'une manière extrêmement sectaire selon l'amiral d'Argenlieu. Par conséquent, il n'y a plus d'administration. D'autre part, l'autre jour mon frère me disait : « Quand nous avions l'Indochine dans notre jeunesse, les douaniers qui regardaient vos bagages étaient des « Niakoué » comme on le dit, c'est-à-dire des naturels du lieu. Mais du temps de l'amiral, c'était des douaniers français avec les bandes rouges et le pantalon bleu. Autrement dit, « on avait resserré les écrous » au moment où il aurait fallu les supprimer. Nous avons perdu l'Indochine et

26 - Phrase inachevée.

nous ne l'avons pas volé. Je m'excuse de cette interruption.

M. Vaïsse : Justement vous étiez à la Conférence de Genève le 7 mai 1954, et vous avez conduit la Délégation française. Comment était composée la délégation, est-ce que vous vous rappelez quels étaient vos collaborateurs principaux et comment ce sont passés les contacts avec les autres délégations ?

G. Bidault : Il y en a un de ces collaborateurs, qui n'était pas principal sur le moment et qui était déjà pareil à ce qu'il est devenu, c'est M. Cheysson ⁽²⁷⁾ dans la Délégation française qui faisait la liaison entre M. Mendès-France et M. Molotov, pas avec moi.

M. Vaïsse : M. Mendès-France et M. Molotov ?

S. Bidault : Autrement dit, tout ce qui se passait à la Délégation française, M. Molotov le savait par M. Cheysson.

M. Vaïsse : Et M. Mendès-France, il n'était pas encore Président du Conseil ?

S. Bidault : Non mais il était aspirant.

G. Bidault : Chef de l'opposition.

S. Bidault : Il a été élu président du Conseil pendant la Conférence de Genève, elle n'était pas finie, après la chute de Diên Biên Phu.

M. Vaïsse : Le 10 juin, après la chute du gouvernement Laniel ?

S. Bidault : Oui, c'est cela. Mais il y a eu Frédéric-Dupont pendant un petit moment et il y a eu Marc Jacquet ⁽²⁸⁾ qui a été vaguement ministre.

G. Bidault : Jacquet, oui. Il n'était pas non plus à la Conférence de Genève.

S. Bidault : Au fond, à part vous, vous n'aviez pas d'autres ministres avec vous. Il y a eu Dupont c'est entendu, qui a écrit qu'il avait pratiquement sauvé la situation, en fait je ne sais pas comment d'ailleurs. Puis vous avez eu Dupont et Jacquet comme parlementaires mais je ne vois pas qui d'autre. Il y avait naturellement les gens de la Maison et surtout Chauvel ⁽²⁹⁾.

M. Vaïsse : Qui a joué un grand rôle d'après les récits de la conférence, un rôle de liaison entre les différentes délégations ?

27 - Claude Cheysson participa à la conférence de Genève sur l'Indochine de mars à juin 1954 et fut ministre des Relations extérieures de 1981-1984.

28 - Marc Jacquet fut secrétaire d'État chargé des Relations avec les États associés des gouvernements Joseph Laniel en 1953-1954.

29 - Jean Chauvel (1897-1979), fut diplomate et écrivain.

S. Bidault : Oui, il était d'ailleurs sur la même brigade que lui à Versoix, il était donc en contact permanent avec Georges. Chou En-Laï est venu à Versoix et puis vous avez vu Molotov et Eden constamment à Genève.

M. Vaïsse : Qu'est-ce que cette affaire Frédéric-Dupont ⁽³⁰⁾ ? Il aurait essayé de faire une petite négociation à lui tout seul ?

S. Bidault : Oui mais j'ai l'impression que c'est dans l'imagination de Frédéric-Dupont, Georges, vous ne croyez pas ?

G. Bidault : Oui.

S. Bidault : Oui, il n'était pas Gascon mais c'est une gasconnade. C'est là que Chou En-Laï a soi-disant sauvé la situation mais personne ne l'avait pris au sérieux.

S. Bidault : Il n'est pas resté longtemps ?

M. Vaïsse : Il arrivait pour remplacer un ministre démissionnaire.

G. Bidault : C'était Marc Jacquet.

S. Bidault : C'est Marc Jacquet qui était parti et pourquoi ?

G. Bidault : Parce qu'on savait qu'il était lui aussi... ⁽³¹⁾

S. Bidault : Trop bien avec Mendès ?

G. Bidault : Pas tellement avec Mendès mais avec tout le monde qui n'est pas le gouvernement.

M. Vaïsse : Mais à ce moment-là, Frédéric-Dupont serait ... ⁽³²⁾

G. Bidault : À ce moment-là, Laniel s'est dit : « Il faudrait tout de même que je propose quelqu'un qui soit de mes amis politiques ».

S. Bidault : Et il a pris Dupont ?

G. Bidault : Il a pris l'un des plus carabinés, des plus accentués.

M. Vaïsse : Parmi les délégations des autres pays, c'était la première fois qu'on voyait la Délégation chinoise. Est-ce que vous vous rappelez un peu ces contacts avec les Chinois à

30 - Édouard Frédéric-Dupont brièvement ministre des relations avec les États associés d'Indochine en 1954.

31 - Phrase inachevée.

32 - Phrase inachevée.

Genève ?

G. Bidault : Là franchement...

S. Bidault : En particulier, j'avais reçu Chou En-Lai à Versoix. Il était venu un soir après le dîner. Je n'ai naturellement pas assisté à l'entretien mais vous avez eu un long entretien avec lui. Ce n'était pas un long entretien en tenant compte de l'interprète, tout de même un bref entretien dans la soirée. Vous n'avez pas eu l'air d'en être satisfait à la fin mais je n'en sais pas plus.

M. Vaïsse : Ce type de conférence où les ministres sont obligés de rester un certain temps à Genève et les contacts avec Paris, quelles réflexions cela vous amène à faire sur le problème des conférences internationales d'une façon générale ?

S. Bidault : Celle-là était un peu particulière parce que nous étions assaillis, Georges était assailli de télégrammes, de la cellule communiste de tel ou tel endroit pour lui dire de céder...⁽³³⁾

G. Bidault : Oui, je me rappelle la Cellule Saint-Thomas-d'Aquin.

S. Bidault : Oui, la Cellule Saint-Thomas-d'Aquin, c'est vrai. Ceci n'a jamais existé dans les autres conférences. Cette conférence était donc très politisée intérieurement, il y avait Mendès qui attendait sa place et, à part Mendès, il y avait toute l'extrême gauche qui envoyait une multitude de télégrammes, de motions... de telle manière que c'était Saint-Thomas-d'Aquin qui nous interrogeait quand il y avait un mot qui manquait...⁽³⁴⁾ On avait regardé cela avec saisissement puis, au bout d'un certain temps, on s'est aperçu que c'était la cellule communiste de Saint-Thomas-d'Aquin qui...⁽³⁵⁾ Il y en a eu beaucoup d'autres, des dizaines et des dizaines de télégrammes qui nous étaient arrivés. Or, ni à Moscou, ni en Angleterre les Français de France ne se préoccupaient des conférences tandis que les Français de France s'en occupaient.

M. Vaïsse : Et le problème de la presse, des journalistes, qu'est-ce qu'il en était ?

S. Bidault : Eh bien, il y en avait beaucoup de correspondants de la plupart des journaux français, y compris les communistes, bien entendu.

M. Vaïsse : Les journalistes ont-ils joué un rôle à cette conférence ?

G. Bidault : Non.

S. Bidault : Ils n'ont pas joué un rôle et ils étaient souvent défaitistes, à bon droit d'ailleurs.

G. Bidault : Ils étaient pour la défaite et pour qu'on en parle plus.

33 - Phrase inachevée.

34 - Phrase inachevée.

35 - Phrase inachevée.

S. Bidault : Oui, au fond on avait envie d'en être débarrassé, pas nous mais enfin, disons le monde français. Je me rappelle, d'Allary ⁽³⁶⁾ qui était à France Presse, qui est mort dans un accident d'avion, nous accompagnant à la gare et déjà avant même que la conférence ait commencée en annonçant avec satisfaction l'échec.

M. Vaïsse : Est-ce que vous croyez que la conférence pouvait aboutir et à quoi pouvait-elle aboutir de façon positive pour la France ?

G. Bidault : C'est se battre pour une cause désespérée alors on fait son métier et son devoir et puis voilà, il arrive ce qui peut arriver.

S. Bidault : D'ailleurs je dois dire que je n'ai jamais vu une conférence réussir. Dieu sait que j'en ai vu, c'est vrai aucune : la Conférence de Moscou, la Conférence de Berlin, je crois que cela n'a abouti à rien.

M. Vaïsse : Alors est-ce que c'est le principe de la diplomatie multilatérale qui est en cause ?

S. Bidault : J'ai assisté à la Conférence de Moscou pour la bonne raison que Molotov, qui me voulait du bien, alors que je n'avais aucune qualité officielle, j'étais en congé, j'étais par conséquent... ⁽³⁷⁾ Il m'avait envoyé une carte de membre de la conférence pour que je puisse y assister. J'avais assisté à d'autres conférences, même si je trouvais cela rasant, j'ai dit : il faut tout de même poliment que j'y aille, alors j'y suis allé une fois. C'était tellement intéressant, je me rappelle de Saint-Arduin ⁽³⁸⁾, un de mes collègues, qui dormait paisiblement à côté de moi pendant la Conférence. La Conférence c'est : 4 hommes et 76 personnes. Alors 4 hommes qui parlent chacun à son tour, qui donnent son petit relais, soixante personnes qui s'embêtent ferme et puis, on dit : "On passe les questions aux suppléants" et toute la nuit les suppléants qui s'esquintent sur les réponses. Voilà comment cela se passe. Je ne suis pas restée à la conférence et un midi Molotov m'a dit : « Notre conférence ne vous plait pas ? J'ai dit : "Quoi !" ; "Eh bien, on vous a vu la première fois - et le KGB fait bien son métier - et vous n'êtes plus revenue. ». Alors, j'y suis retournée. Dès lors que vous avez vu comment ça se passait, ce déroulement en fin de compte, on a rien eu à Moscou, même pas du charbon. Georges, ce n'est pas votre opinion que toutes ces conférences n'ont rien données ? Sauf la catastrophe de Genève, dans ce cas, ce n'était pas positif.

M. Vaïsse : Est-ce que vous avez le sentiment d'être arrivé avant la chute du Cabinet Laniel à une solution avec les Chinois ?

G. Bidault : Non.

M. Vaïsse : Un de mes collègues qui a écrit un ouvrage sur la Conférence de Genève de 1954,

36 - Jean Allary (1894-1959), directeur des services diplomatiques et politiques de l'Agence France-Presse dès 1946.

37 - Nom propre à vérifier.

38 - Nom propre à vérifier.

François Joyaux, soutient, de façon d'ailleurs discrète, que les conclusions auxquelles ont abouties Mendès-France et les Chinois n'étaient pas si éloignées de celles auxquelles vous aviez vous-même abouties dans les conversations que vous aviez eues avec la Délégation chinoise?

G. Bidault : C'est très gentil.

S. Bidault : En réalité, il y a eu tout de même la question du parallèle. Vous savez la ligne de démarcation qui a été beaucoup plus avantageuse pour les Chinois et Ho Chi Minh, que Georges n'y aurait jamais consenti. Là, la question de Mendès, on n'a pas eu vent de tout. Et la question précise même, paraît-il, que les Russes en ont été estomaqués, pour parler vulgairement. Ils ne s'attendaient pas à ce que l'on soit aussi libéral.

M. Vaïsse : Est-ce que vous ne connaissez pas, M. le Président, cet ouvrage de François Joyaux qui s'appelle "La Chine à la Conférence de Genève" de 1954 ?

S. Bidault : C'est un spécialiste de la Chine ?

M. Vaïsse : C'est un spécialiste de la politique chinoise qui a eu la chance de pouvoir consulter les dossiers du ministère français. Si vous ne l'avez pas, je me permettrais de vous l'envoyer parce j'ai édité cet ouvrage. Je le connais et il est vraiment très intéressant, j'y ai relevé beaucoup de paragraphes qui évoquent votre action, justement.

S. Bidault : Vous êtes sûr de ne pas l'avoir ? (rire) Quand j'ai commencé à ranger les livres que nous avons installés dans cet appartement, je me suis aperçue qu'il y avait une quantité de livres que nous n'avions jamais lus parce que les collaborateurs les remettaient à mon mari, on les mettait dans un coin et on en parlait plus. Il y avait même des livres sur la résistance dont un où j'ai découvert des choses fort flatteuses pour moi ⁽³⁹⁾. Je ne l'avais jamais lu, je n'avais jamais entendu parler de l'auteur et comme nous avons eu un dégât des eaux et que nous avons eu notre bibliothèque trempée, en faisant sécher les livres, je me suis aperçue qu'il y avait une quantité de livres que nous n'avions jamais lus. Peut-être que François Joyaux m'a envoyé son livre, c'est très possible. Mais que nous ne l'ayons pas lu, c'est un fait.

M. Vaïsse : Cela n'a aucune importance, je vous l'enverrai. Si cela vous intéresse, vous le regarderez, je crois qu'il vous intéressera.

S. Bidault : Je le lirai volontiers parce que tout ce qui est chinois m'intéresse.

G. Bidault : Si c'est un ouvrage honnête, de bonne volonté sur la Conférence de Genève, je le lirai avec grand plaisir, c'est une merveille.

M. Vaïsse : Il n'a pas eu accès évidemment aux documents anglais, ni américains puisqu'ils ne sont pas accessibles mais les documents français, si.

39 - La carrière de Suzanne Bidault est présentée dans « La pionnière : Suzanne Borel, première femme diplomate en France », www.diplomatie.gouv.fr

S. Bidault : Il y a certains documents américains qui ont été publiés et c'est là que l'on a découvert encore que tout en faisant le « gentil à Genève », M. de Lattre ne s'est pas débiné des ministres français dans les correspondances avec le gouvernement américain. On avait l'impression lorsqu'on était là-bas, que les obstacles américains venaient de Washington. En réalité, ils venaient de Foster Dulles. Et à travers ses propos, ce n'était pas cela. Il faisait pour son gouvernement ce qu'il pouvait et dans cette correspondance qui a été éditée dont j'ai lu des extraits, je me suis aperçue qu'il avait joué tout à fait le double jeu dans cette affaire.

M. Vaïsse : Est-ce qu'à Genève, vous avez senti peser l'hypothèque d'un changement de gouvernement à Paris ?

G. Bidault : Oui, c'était un drame de vedettes à Paris. Il y a un roman, je ne me rappelle ni son nom, ni même le nom de son auteur qui raconte d'une manière reconstituée la Conférence de Genève en se mettant à ma place et en disant du bien de moi.

M. Vaïsse : C'est un auteur français ?

G. Bidault : Oui.

M. Vaïsse : Je ne le connais pas !

S. Bidault : Vous n'êtes pas très éclairé...⁽⁴⁰⁾

M. Vaïsse : Dans un fichier de bibliothèque bien fait, on doit pouvoir le trouver.

S. Bidault : Et c'était un roman ?

G. Bidault : Oui.

M. Vaïsse : On peut passer maintenant au problème de la Communauté européenne de Défense, la CED. Le projet n'a pas été fait du temps où vous étiez ministre, il provenait d'un plan du Gouvernement Pléven⁽⁴¹⁾ dans lequel vous n'étiez pas ministre des Affaires étrangères. Que pensiez-vous du plan alors que vous n'étiez pas dans le gouvernement ? L'idée de la Défense Européenne qu'en pensiez-vous ?

G. Bidault : Voyez ce qu'il en reste, la foi européenne qui subsiste. Ce n'est pas très épais, ni très solide.

S. Bidault : Mais à ce moment-là, vos amis étaient férocement « cédistes ». Je me rappelle Teitgen puisqu'on en a fait allusion tout à l'heure, faisant une scène incroyable au Quai d'Orsay,

⁴⁰ - Fin de phrase inaudible.

⁴¹ - René Pleven (1901-1993), alors président du Conseil présenta en France le projet de la CED et fut deux fois Premier ministre de la IV^e République (1950-1951, 1951-1952).

entre nous. Il y avait les amis politiques de mon mari, c'était tel que j'ai fini par dire : « Il faudrait l'envoyer à l'infirmerie spéciale du Dépôt, ce n'est plus possible ». Incroyable, il fallait immédiatement tout faire, tout bâcler et à ce moment-là, vous trouviez que vos amis exagéraient terriblement. Cela ne leur a pas réussi d'ailleurs mais c'est un fait. Ils étaient tellement impliqués dans la CED qu'ils auraient tout consenti aux Allemands, aux Anglais, aux Américains ou n'importe quoi pour avoir eu cette communauté, c'était devenu un mythe.

M. Vaïsse : Vous n'étiez pas d'accord avec la majorité du MRP ⁽⁴²⁾ sur le plan de la Communauté européenne de Défense ?

G. Bidault : Si un peu.

S. Bidault : Sur l'idée vous étiez d'accord mais pas sur la précipitation avec laquelle ils voulaient la faire aboutir.

G. Bidault : Tout cela était très mal parti et au moment où c'est arrivé, ce n'était pas gagnable.

M. Vaïsse : Est-ce que votre position a évolué quand vous étiez ministre par rapport à celle que vous aviez quand vous étiez parlementaire ou est-ce que vous avez conservé une même position, disons attentive, vis-à-vis de la Communauté Européenne de Défense ?

G. Bidault : Oui, attentive.

M. Vaïsse : Quelque chose m'a beaucoup intrigué dans un ouvrage que j'ai lu, c'est en 1952, vous n'étiez pas à ce moment-là ministre des Affaires étrangères, mais il est question de négociations que vous auriez mené avec les députés gaullistes, ceux hors du parlement, consistant à essayer de rejeter justement la CED. Est-ce que vous en avez souvenir ? Est-ce que c'est vrai tout d'abord et est-ce que c'est quelque chose qui a existé ?

G. Bidault : Non, je n'ai pas l'impression que je pouvais avoir cette politique pour y trouver une solution à arranger les affaires autrement mais l'idée était de faire des déclarations publiques pour la Communauté européenne de Défense et après cela de la torpiller en sous-main, je ne me retrouve pas là-dedans.

M. Vaïsse : Cela aurait été en 1952 pendant que vous étiez ministre de la Défense nationale, vous aviez évidemment à vous préoccuper des questions de la CED. Est-ce que vous avez eu des contacts avec les personnalités qui ont pris position contre la CED. On cite Jacques Bouchacourt ⁽⁴³⁾, Jacques Bloch-Morhange ⁽⁴⁴⁾, Michel Debré ⁽⁴⁵⁾ ?

42 - *Le Mouvement Républicain Populaire (MRP)*.

43 - *Il s'agit du diplomate Jacques Bouchacourt (1923-2000)*.

44 - *Jacques Bloch-Morhange, né le 31 janvier 1921 à Paris et mort le 15 août 1989 à Paris est un ancien résistant, éditeur, essayiste, économiste et journaliste français.*

45 - *Michel Debré (1912-1996), nommé par le président de Gaulle, inaugura la fonction de Premier ministre de 1959-1962 et fut successivement ministre des Finances, des Affaires étrangères et de la Défense dans les années*

G. Bidault : Michel Debré, cela faisait longtemps que je ne pouvais plus le voir.

M. Vaïsse : En 1954, **la journaliste** Geneviève Tabouis aurait aussi pris position contre la CED ?

G. Bidault : Je lui ai donné la Légion d'Honneur en 1944 ou 1945.

M. Vaïsse : Est-ce que vous avez discuté du problème avec le maréchal Alphonse Juin ? Est-ce que vous avez pu savoir les raisons qui l'ont poussé à s'opposer à la CED ?

G. Bidault : Oui, disons que c'était un objecteur du quotidien l'Echo de Paris d'avant-guerre.

S. Bidault : Et d'ailleurs n'a-t-il pas varié dans sa position à l'égard de la CED, Alphonse Juin, il disait tantôt "Oui", tantôt "Non" ?

M. Vaïsse : Il a été favorable au début et ensuite très violemment et, de plus en plus, défavorable.

S. Bidault : Avait-il une influence ? Alphonse Juin était un grand guerrier mais ce n'était pas un homme de courage civique du tout et il pouvait être sensible aux influences, je ne sais pas lesquelles. Je ne crois pas que je suis sensible à l'influence du général de Gaulle. Mais il a été très fluctuant malgré tout.

M. Vaïsse : Beaucoup d'hommes politiques ou de personnalités importantes ont pu avoir pris position contre la CED, comme Vincent Auriol, Jacques Bloch-Morhange qui vient encore d'écrire un livre racontant son opposition à la CED.

S. Bidault : L'opposition est fondée sur quoi ? S'il a tenté de le décrire, pourquoi ne voulait-il pas de la CED ?

M. Vaïsse : Il avait dit que cela correspondait d'une part à un réarmement de l'Allemagne et d'autre part, que c'était la fin de l'armée française. Puisqu'elle se fondait dans un bloc européen. Alors j'ai demandé à M. le président s'il avait eu connaissance ou s'il avait eu des contacts avec les différentes personnalités ou personnages qui s'étaient opposés à la CED puisque c'était un sujet constamment débattu.

G. Bidault : Oui.

S. Bidault : Mais vous avez eu des contacts avec l'écrivain directement ?

M. Vaïsse : Non. Qu'en est-il de l'attitude des alliés, des Américains et des Britanniques à l'égard de la CED ?

G. Bidault : Oui, en ce qui concerne l'armée française, il n'était pas intéressé par les réductions militaires françaises.

M. Vaïsse : Quelle a été leur position vis-à-vis de la CED et de la France, et en particulier de la participation française ?

G. Bidault : Churchill était pour la réconciliation franco-allemande, il avait une idée très approximative des réactions françaises. Par conséquent, les Français ne voulaient rien comprendre et rien savoir, c'était une idée qui gênait tout le monde. C'est vrai du reste.

S. Bidault : Mais Churchill n'était-il pas au gouvernement à ce moment-là ?

G. Bidault : Si.

S. Bidault : Ah si, il y était donc encore.

M. Vaïsse : C'était lui encore le Premier ministre et Anthony Eden était ministre des Affaires étrangères.

S. Bidault : Oui, je me souviens quand il était ministre des Affaires étrangères mais... ⁽⁴⁶⁾

M. Vaïsse : Il avait 80 ans eu plus et il était Premier Ministre. Anthony Eden attendait sa place d'ailleurs. Je crois que vous l'avez indiqué dans vos mémoires, un voyage à Londres en février 1953 pour essayer de convaincre Churchill d'amener l'Angleterre à une position plus favorable à l'égard de la CED, à garantir la CED. Est-ce que vous vous rappelez de ce voyage à Londres ?

S. Bidault : Le voyage à Londres, je m'en rappelle très bien. Je me rappelle même qu'il y a eu un grand dîner à l'ambassade. Après le porto, on a vu arriver Churchill triomphant, c'était un dîner qui réunissait tous les membres du Cabinet de Guerre. Par conséquent, il y avait Bevin ⁽⁴⁷⁾ et ⁽⁴⁸⁾. Georges, vous ne vous rappelez pas de cela ? Nous attendions, du reste qu'il a duré bien longtemps. Nous les dames avons vu arriver Churchill qui a déclaré en apportant le porto, qu'on venait de régler le problème franco-allemand. Donc il avait été question, la réalité dans un sens qui convenait à Churchill et Churchill qui était un sincère ami de la France, avait certainement pensé à une solution favorable qui convenait à la France. C'est ce jour-là, c'était à la suite d'un dîner mais je me rappelle ma pensée : « les dieux en décideront, il m'a l'air bien optimiste ».

M. Vaïsse : Pourquoi est-ce que le gouvernement Laniel ne se décidait pas à faire ratifier la CED ? S'il y a eu un gouvernement qui aurait pu faire ratifier la CED, c'était bien celui-là ?

G. Bidault : Et même lui, non.

46 - phrase inachevée

47 - Ernest Bevin (1940-1945) était ministre du travail dans le Cabinet de Guerre.

48 - Nom propre inaudible.

S. Bidault : Les oppositions étaient trop fortes ?

G. Bidault : Non, Laniel n'avait pas d'autorité suffisante sur les éléments nationaux pour grouper une majorité.

S. Bidault : À côté des éléments nationaux, il y avait surtout les socialistes qui étaient contre ?

G. Bidault : Oui.

S. Bidault : Il y avait le sentiment antiallemand des socialistes. Ce n'est pas les nationaux et d'autre part, si, il y avait les gaullistes contre, non ?

M. Vaïsse : Oui tout à fait.

S. Bidault : Les MRP étaient très nettement pour, dans la mesure où la majorité existait encore, mais ils l'étaient alors d'une manière frénétique, ce qui n'arrangeait rien.

M. Vaïsse : Et quelle était la position de René Mayer ⁽⁴⁹⁾ à cet égard ?

G. Bidault : Pour.

M. Vaïsse : Il était pour ?

G. Bidault : Oui.

M. Vaïsse : Est-ce que vous pensez que la CED aurait eu des chances d'aboutir si elle avait été ratifiée par le gouvernement français ?

G. Bidault : Non, il y avait trop longtemps que la casserole était sur le fourneau.

M. Vaïsse : Vous pensez qu'on a mis trop de temps entre le moment où on en a parlé et le moment où on est arrivé à la décision ?

G. Bidault : Le moment où il y a eu une possibilité et une chance, on a trainé.

M. Vaïsse : À cette époque, il y a une assez grande désunion des Occidentaux dans les années 1953-1954, cependant il y a eu la Conférence des Bermudes où vous étiez je crois ? Est-ce que vous vous rappelez un peu ?

G. Bidault : Oui, je me rappelle que Churchill m'a fait de grands compliments.

49 - René Mayer a été plusieurs fois ministre des Finances, de la Défense nationale ou de la Justice entre 1947-1952.

S. Bidault : Laniel était malade dans son lit.

G. Bidault : Laniel était couché.

S. Bidault : Il y avait Eisenhower, Georges, Eden et Churchill qui n'allait pas très bien non plus, lui, d'ailleurs, il était accompagné par Lord (⁵⁰), il n'était pas en très bonne forme.

M. Vaïsse : Vous y étiez aussi, Madame ?

S. Bidault : Oui, j'y étais. Comme nous habitions dans le même hôtel, je les voyais mais je ne sais pas du tout de quoi ils ont parlé dans leur conférence parce que je n'y étais pas. C'était d'ailleurs une petite conférence, il n'y avait pas énormément de participants. Mais de quoi était-il question, Georges, aux Bermudes, je n'ai jamais su ?

G. Bidault : De tout cela.

S. Bidault : Des questions franco-allemandes, européennes, vous voulez dire ?

G. Bidault : Toutes les questions d'actualité en Europe à ce moment-là.

S. Bidault : Oui, c'était donc une question européenne.

G. Bidault : Européenne et coloniale.

M. Vaïsse : Il s'agissait de préparer éventuellement une rencontre avec les Soviétiques, par la suite, qui a eu lieu mais le gouvernement Laniel n'était plus au pouvoir. Cette conférence des Bermudes n'a pas abouti, d'ailleurs ?

S. Bidault : Ce n'est un secret pour personne. Elle a été courte. Ils avaient choisi un endroit charmant, pour moi c'était très agréable, maintenant pour eux ? Vous vous souvenez de la Conférence des Bermudes et vous ne nous dites rien ?

G. Bidault : Je dis que Churchill m'a fait des compliments.

S. Bidault : C'est tout ce qu' vous avez retenu. Il en est question d'ailleurs dans le livre du général Walter qui était interprète aux Bermudes. En effet, il fait allusion à Georges dans son livre, et avait dit plus tard : « C'est vrai que Churchill avait un tendre pour mon mari ». Il avait de l'affection pour mon mari, c'est vrai, ce grand égoïste, moi je ne l'aimais pas mais enfin il aimait bien mon mari. Mais il n'était pas du tout en forme aux Bermudes.

M. Vaïsse : Drôle de conférence où le président du Conseil Français était alité et le Premier ministre anglais en mauvaise forme.

50 - Nom propre inaudible.

S. Bidault : Eden, était le seul en forme. Je crois que l'anticolonialisme américain a joué énormément contre la France, dans tous les cas, que ce soit le Maroc, l'Indochine, ils ne demandaient qu'une chose : que les Français s'en aillent. Il faudrait faire, un jour, un livre sur la politique de Roosevelt à cet égard, elle a été violemment anti-française en réalité.

M. Vaïsse : Oui, cela a simplement joué un rôle lointain dans la décolonisation.

S. Bidault : Ah, très nettement. Je ne sais pas dans quelle mesure ⁽⁵¹⁾ comment Roosevelt se contente de **cela**. Le résultat en Afrique n'est pas très brillant et je ne crois pas qu'au Cambodge, cela soit très brillant non plus.

M. Vaïsse : Non, surtout pas au Cambodge.

S. Bidault : C'est très curieux, je ne comprends pas comment ce peuple soit passé pour si doux.

M. Vaïsse : Il a été martyrisé.

S. Bidault : Qui a été martyrisé mais pas par ses compatriotes. Ce qui démontre que ce peuple si doux était composé de sauvages.

Fin de l'enregistrement

51 - Fin de phrase inaudible.